

Légation de Suisse
en France.

Paris, le 5 février 1919.

La Conférence. - L'étoile de Wilson. - Prinkipo. - Affaires balkaniques. - En Angleterre. - Choses et autres.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Les travaux de la Conférence ne semblent guère avancer. La multiplicité et l'enchevêtrement des problèmes à résoudre (M. Clémenceau disait l'autre jour sur un ton mi-sérieux mi-plaisant qu'il y en avait environ trois cent mille) rendent très ardue la tâche des délégués.

On commence à s'apercevoir dans les milieux politiques des inconvénients de la méthode adoptée. Il eût fallu, disent les critiques, liquider tout d'abord les questions de guerre proprement dites, c'est-à-dire les conditions à offrir aux vaincus. La réorganisation mondiale ne devait venir qu'après, une fois le terrain déblayé par l'adoption d'un programme net à l'égard des Centraux.

Comme vous le savez, c'est M. Wilson surtout qui a tenu à faire inscrire dans les préliminaires de paix la Société des Nations. Les représentants des grandes puissances européennes ont cru devoir se rallier, avec plus ou moins de sin-

Au Département Politique Suisse,
Division des Affaires Etrangères,

B E R N E .



cérité, à son désir, mais la clarté et la rapidité des débats en souffrent quel que peu. En outre, les délégués des "puissances à intérêts particuliers", appuyés dans ce désir par le Président des Etats-Unis, ont tenu à exposer dès le début de la Conférence, ne fût-ce que pour prendre date, leurs revendications spéciales. Leurs exposés, longs et contradictoires, prennent du temps et obligent l'assemblée à remettre à plus tard nombre de décisions. D'ailleurs, on paraît avoir adopté la règle, pour toutes ces revendications et pour les différends qu'elles suscitent, ou de l'ajournement à une date indéterminée ou du "modus vivendi" provisoire.

Une fois terminée l'audition des desiderata de toutes les "puissances à intérêts particuliers", le Conseil des dix pourra sans doute faire avancer la question primordiale des bases de la paix. L'allure des débats ira sans doute s'accélégrant, le contact, long à s'établir entre les différentes délégations, sera plus constant.

M. Clémenceau préside la Conférence, avec son autorité et son énergie coutumière, avec l'idée fixe d'"avancer". Sa brusquerie d'homme pressé indispose parfois certains délégués, mais il faut reconnaître que, s'il n'était pas là pour ramener un chacun à ses moutons, les discussions pourraient durer des années. Malgré tous les efforts du vieil homme d'Etat, le mou-

vement a été jusqu'ici bien lent, et on estime généralement que la paix ne sera pas signée avant l'automne.

Un Français spirituel me disait l'autre jour: "On commencera le travail sérieux quand Wilson aura repris son bateau". Je ne crois pas que cette opinion soit celle de tous les dirigeants de ce pays, mais je dois avouer que, dans les conversations des divers milieux où je passe, elle semble être de plus en plus répandue.

On entoure le Président américain des plus grands égards. La rue où se trouve son hôtel est interdite à la circulation depuis le 13 décembre. La Chambre, hier, a reçu M. Wilson avec une solennité qui n'était pas sans exagération.

Mais, il ne faut pas se dissimuler que l'étoile wilsonienne commence à pâlir, en Europe comme en Amérique. Ses plus fervents admirateurs avouent qu'il les a parfois déçus.

Je crois de mon devoir de vous le dire, car, si je comprends parfaitement les raisons qui vous font désirer un rapprochement avec les Etats-Unis, il me semble cependant d'une part que nous ne devons pas identifier l'Amérique à Wilson, d'autre part que nous agirions sagement en ne mettant pas tous nos oeufs dans le même panier. Beaucoup d'honnêtes gens et d'esprits avisés ont commis naguère chez

nous, l'erreur de spéculer sur une victoire de l'Allemagne ou sur une paix blanche: il ne faudrait pas renouveler cette erreur en jouant exclusivement la carte américaine.

Un des actes récents de M. Wilson qu'on a le plus passionnément discuté en France, c'est la décision à laquelle il a rallié la Conférence d'inviter des représentants de tous les partis et de toutes les régions russes à se réunir dans l'île de Prinkipo.

L'opinion du grand public est nettement mécontente de cette solution. La grande majorité de la presse également. Je ne sais pas d'une manière absolument sûre ce qu'en pensent les dirigeants français. Mais de sérieux indices tendraient à faire croire que toute l'indignation qui s'exprime est artificielle et n'a pas d'autre but que de donner le change aux Bolchéviks de Moscou.

M. Wilson, assurent d'aucuns, s'apprête à manoeuvrer Lénine et Trotzki comme il a manoeuvré les Allemands en 1916-1917 et au moment où s'engagèrent les négociations d'où est sorti l'armistice. La note du Président américain adjurant en décembre 1916 les belligérants de mettre bas les armes avait été considérée comme un affront par les pays de l'Entente: elle eut cependant pour résultat final l'entrée de l'Amérique en guerre aux côtés des Alliés.

La première réponse de la Maison-Blanche à la première demande d'armistice formulée par les Allemands avait fait craindre à beaucoup de patriotes français que Wilson ne sauve L'Allemagne d'un désastre militaire imminent: or, elle a conduit d'étape en étape, à la conclusion d'un armistice plus terrible pour les Allemands que la défaite la plus complète. Il en sera de même, disent les wilsonistes, de la réunion de Prinkipo: elle servira à mettre les Bolchéviks au pied du mur et à fonder en droit, aux yeux de l'opinion mondiale, l'intervention armée des Alliés en Russie.

Seulement, on peut se demander si les Bolchéviks se laisseront prendre au piège. S'ils flairent l'embûche, Wilson aura perdu son temps et mécontenté tous les éléments russes qui veulent tuer le bolchévisme.

J'ai eu récemment une longue conversation avec M. Take Jonesco. Après m'avoir parlé de ceux qui, d'après lui, se sont trompés sur le sens de la guerre (l'austrophilie du Vatican et la neutralité de l'Espagne qui avait tout à gagner et rien à perdre en imitant le Portugal sont, au dire de l'homme d'Etat roumain, de lourdes erreurs), il m'a donné quelques opinions sur l'avenir des Balkans.

La Roumanie passera, dit-il, de sept millions et demi à quinze millions d'habitants; le royaume des Serbes, Croates et Slovènes comptera douze millions d'âmes (Ces chiffres peuvent être modifiés par la solution donnée à la question du Banat de Temesvar, qui sépare actuellement les Roumains et les Yougo-Slaves, ainsi que par l'incorporation, préconisée par beaucoup, de la Bulgarie à l'Etat Yougo-Slave). La République Tchéco-Slovaque arrivera à treize millions d'habitants et la Pologne, si ses revendications sont intégralement admises, à vingt-six millions.

La Roumanie, d'après M. Take Jonesco, a terriblement souffert de la guerre. Le fléau aurait fait dans le royaume danubien un million de victimes militaires et civiles. Sur 140.000 prisonniers de guerre faits par l'ennemi, les deux tiers ne sont pas revenus.

La situation ouvrière en Angleterre, dont m'entretient votre dépêche 111 du 30 janvier, préoccupe vivement les milieux gouvernementaux français. On estime ici que le Gouvernement Britannique paye actuellement des indemnités de chômage à 500.000 personnes et on pense avec anxiété aux charges énormes qui pèsent sur les épaules du cabinet

--- 7 ---

de Londres. Les dernières nouvelles d'Irlande sont considérées comme mauvaises. Dans tout le Royaume-Uni, les grèves paraissent se multiplier.

Je suis navré de devoir m'inscrire en faux contre la déclaration faite par le Colonel House à M. le Président Ador et reproduite à la page 12 de votre dépêche précitée. En effet, je puis affirmer, en ce qui concerne la France, que, bien avant notre grève générale du 11 novembre (dont la date coïncide avec la conclusion de l'armistice), le Gouvernement français était résolu à réclamer énergiquement pour la France l'honneur de recevoir le Congrès de la Paix. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de vous en écrire maintes fois.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'hommage de mon respect.

Dumaux.